



Pour la santé, le social et le médico-social

RESISTER, ALERTER, EXIGER !

22 SEPTEMBRE 2022

CONTRE LE TRIAGE AUX URGENCES STOP À LA DEGRADATION DES PRISES EN CHARGE ET DE L'ACCÈS AUX SOINS



Il se développe une stratégie de communication honteuse au sein du gouvernement relayée à grand frais par quelques détenteurs de la pensée unique dans les hôpitaux et autres responsables politiques. Les messages « **prenez soin de vous, n'allez pas aux urgences** » se développent, c'est inacceptable et dangereux pour la sécurité des personnes, comme d'autres affirmations dénigrant les salarié·e·s professionnel·le·s des établissements du sanitaire, médico-social et social, en déclarant "qu'elles et ils ont des exigences d'horaires et de vacances démesurées qui mettent en péril le fonctionnement des services".

La CGT dit STOP à la culpabilisation des salarié·e·s et des usager·e·s et à la division qu'instaure ce gouvernement qui, pendant ce temps, en profite pour faire la part belle au développement et à la marchandisation du secteur de la santé, de la protection sociale pour livrer ces activités aux mains des actionnaires des grandes entreprises lucratives.

Ce ne sont ni les patient·e·s ni les salarié·e·s, les responsables de la situation de crise que traverse l'ensemble de notre système de soins et d'action sociale, mais bien la politique d'austérité du gouvernement.

PAROLE DE PATIENTE

« J'ai déjà eu une phlébite, je connais les symptômes, du coup, là j'ai de nouveau mal alors je vais aller aux urgences et je vais exagérer mes douleurs car j'ai un peu peur que ça recommence. J'avais mal au mollet. Le problème, c'est que le système de santé s'est dégradé. Si tu n'es pas mourant, tu ne vas pas aux urgences. J'ai pris un rendez-vous mais il a fallu attendre 4 semaines. Quand je suis arrivée devant le généraliste, il m'a dit : « **Pourquoi n'êtes-vous pas venue avant, vous auriez dû aller aux urgences...** »

POURQUOI VA-T-ON AUX URGENCES ?

On va aux urgences parce qu'attendre 8 heures, c'est mieux que 4 semaines (parfois plus) le temps d'obtenir un rendez-vous avec un médecin à l'hôpital ou en libéral

NOUS NE POUVONS PAS LAISSER-FAIRE ?

Si on ferme les urgences, où va-t-on si on est malade vu les problèmes de désertification médicale et la santé payante ?

Il faut ouvrir des centres de santé publics partout sur le territoire, donner les moyens aux hôpitaux publics et aux établissements du sanitaire, médico-social et social de remplir leurs missions : soins, enseignement et recherche ; relever le défi de la prise en charge du grand âge ; développer l'autonomie pour toutes tous ; considérer que la santé physique, mentale et sociale ; sont des nécessités vitales pour les personnes, sauver la protection de l'enfance...

Le gouvernement ferme des maternités, des services d'Urgences et continue de fermer des lits dans toutes les spécialités au sein des établissements. Les orientations concernant les urgences réaffirmées au travers de la « mission Flash Urgences » sont très inquiétantes.

Les secteurs du **grand âge, du handicap, de la protection de l'enfance, les maternités, la psychiatrie, la médecine, la chirurgie, la réadaptation**, subissent des restructurations destructrices qui réduisent l'accès au droit à la santé pour toutes et tous.

Derrière la crise des urgences, c'est bien tout le secteur sanitaire, social et médico-social qui est concerné par un effondrement et un étranglement de ces missions entraînant une réduction des capacités à répondre aux besoins de la population.

Cela laisse la place au secteur lucratif qui fait des affaires sur le dos des salarié·e·s et vide les portefeuilles des usager·e·s.

Nous exigeons urgemment des mesures exceptionnelles pour stopper la dégradation sans précédent que nous connaissons et qui aura des conséquences graves et, à long terme, sur la santé physique, mentale et sociale de la population et des salarié·e·s travaillant dans ces secteurs. Il y a urgence de se mobiliser toutes et tous, ensemble pour faire face à une crise qui n'a que trop duré.

Les parlementaires doivent prendre leurs responsabilités dans le cadre de la loi de Finances 2023 qui sera soumise au vote des député·e·s fin octobre.

Les mauvaises conditions de travail et leurs **conséquences** sont à l'origine de nombreux départs et changements de profession. Sur ce sujet, **absence de remplacements, effectifs et procédures en mode dégradé, épuisement professionnel** ne peuvent plus durer. Il faut prendre des mesures fortes et pérennes.

Pour défendre notre système de santé et de protection sociale, il est primordial de défendre la hausse des salaires. Le développement des primes à tout va, fluctuantes et non soumises à cotisations sociales met à mal le financement de la Sécurité sociale et de nos retraites !

IL FAUT
FORMER ET EMBAUCHER
LES PROFESSIONNELS NECESSAIRES
POUR REMPLIR NOS MISSIONS

DONNER LES CONDITIONS AUX SALARIÉ·ES
DE BIEN TRAVAILLER ET DE VIVRE DIGNEMENT

RESPECTER LES BESOINS ET LES DROITS
DES USAGER·ES

EMPÊCHER LE SECTEUR LUCRATIF
D'EXPLOITER LES USAGER·ES, LES SALARIÉ·E·S,
ET L'ARGENT PUBLIC

